



Arrêt

n° 266 943 du 19 janvier 2022
dans l'affaire X / III

En cause : X

Ayant élu domicile : au cabinet de Maître C. NTAMPAKA
Place Jean Jacobs 5
1000 BRUXELLES

Contre :

l'Etat belge, représenté par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration

LE PRÉSIDENT F.F. DE LA III^{ème} CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 3 juin 2021, par X, qui déclare être de nationalité rwandaise, tendant à l'annulation de la décision de refus de visa, prise le 3 mai 2021.

Vu le titre Ier bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après : la loi du 15 décembre 1980).

Vu le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 22 septembre 2021 convoquant les parties à l'audience du 13 octobre 2021.

Entendu, en son rapport, J.-C. WERENNE, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me C. NTAMPAKA, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et M. GRENSON, attachée, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Faits pertinents de la cause.

Le 2 novembre 2020, la requérante a introduit une demande de visa humanitaire, sur la base de l'article 9 de la loi du 15 décembre 1980. Le 3 mai 2021, la partie défenderesse a pris une décision de rejet de cette demande. Cette décision, qui constitue l'acte attaqué, est motivée comme suit :

« Considérant que Madame [M. C.], née le [...] / 1959 à Kigabiro-Rwamagana, de nationalité rwandaise, a introduit une demande d'autorisation de séjour à titre humanitaire en application de l'article 9 de la loi du 15 décembre 1980, afin de rejoindre son époux, Monsieur [K. N. G.], né le [...] / 1959 à Murama, de nationalité belge ;

Considérant que l'existence en Belgique d'attaches familiales et affectives présumées ne signifie pas que l'application de l'article 8 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme (CEDH) relatif au droit au respect de la vie privée et familiale est absolu ; que cet article ne s'oppose pas à ce que les Etats fixent des conditions pour l'entrée et le séjour des étrangers sur leur territoire pour autant que l'ingérence de l'autorité publique soit prévue par la loi, soit inspirée par un ou plusieurs des buts

légitimes énoncés au deuxième paragraphe de l'article 8 de la CEDH et soit nécessaire dans une société démocratique pour les atteindre ; que la loi du 15 décembre 1980 est une loi de police qui correspond au prescrit du deuxième paragraphe de l'article 8 de la CEDH ;

Considérant que la requérante est majeure ; que la CEDH a déjà jugé que les rapports entre adultes ne bénéficieront pas nécessairement de la protection de l'article 8 de la Convention sans que soit démontrée l'existence d'éléments supplémentaires de dépendance, autres que les liens affectifs normaux ; que le Conseil du Contentieux des Etrangers (ci-après CCE) a quant à lui déjà jugé que dans l'appréciation de savoir s'il existe une vie familiale ou non, il y a lieu de prendre en considération toutes les indications apportées à cet égard, comme par exemple la cohabitation, la dépendance financière de l'enfant majeur vis-à-vis de son parent, la dépendance du parent vis-à-vis de l'enfant majeur ou les liens réels entre le parent et l'enfant ;

Considérant qu'en l'occurrence, l'intéressée et le regroupant ne cohabitent plus depuis octobre 2015, date de la radiation d'office de l'intéressée du registre des étrangers de l'administration communale de Zaventem ; qu'elle ne démontre pas non plus entretenir des contacts réguliers et constants avec lui ; que par ailleurs, la requérante ne prouve pas que Monsieur [K. N. G.] constitue un soutien financier substantiel, notamment par la preuve de versements réguliers d'argent en sa faveur ; que dans ces circonstances, rien n'indique qu'elle soit dans une situation de précarité, d'isolement et/ou de dépendance susceptible de compromettre son développement personnel ; qu'en conclusion de ces différents constats, l'existence d'éléments supplémentaires de dépendance tels qu'évoqués supra n'est pas démontrée ; qu'en conséquence, la requérante ne démontre pas l'existence d'un risque d'être soumise à une atteinte à l'article 8 de la CEDH ;

Considérant qu'un certificat médical à l'appui de la requête mentionne que suite aux problèmes de santé de Monsieur [K. N. G.], la présence de la requérante serait indispensable à ses côtés ; considérant que Monsieur [K. N. G.] n'est pas isolé, puisqu'il a un enfant majeur, de nationalité belge qui vit en Belgique, à savoir [N. K. J.] ; que d'autre part, Monsieur [K. N. G.] peut également faire appel aux services sociaux belges si nécessaire ;

Considérant que l'intéressée invoque qu'au regard de son état de santé, elle se trouverait dans une situation de grande vulnérabilité, ce qui engendrerait des traitements inhumains et dégradants au Rwanda ; or, elle ne démontre aucunement en quoi son état de santé, suivi médicalement au Rwanda, représenterait un traitement inhumain et dégradant qui serait subi au Rwanda et, en outre, il convient de noter en ce qui concerne la possibilité pour elle d'être soumise à une atteinte à l'article 3 de la CEDH, qu'il ressort d'une jurisprudence constante de la Cour Européenne des Droits de l'Homme, en ce qui concerne l'application de la Convention Européenne sur les Droits de l'Homme, que son article 1 ne s'applique pas systématiquement dans le cadre des demandes de visa : " Pour déterminer si la Convention s'applique en l'espèce, la Cour doit rechercher s'il existe des circonstances exceptionnelles propres à conclure à un exercice extraterritorial par la Belgique de sa juridiction à l'égard des requérants. [...], il s'agit avant tout d'une question de fait qui nécessite de s'interroger sur la nature du lien entre les requérants et l'État défendeur et de déterminer si celui-ci a effectivement exercé son autorité ou son contrôle sur eux. " (Req. M.N. et autres c. Belgique n°3599/18 du 5 mars 2020, points 113) ;

Considérant qu'il ressort de l'analyse de la demande, que l'intéressée ne démontrant pas l'existence d'un risque d'être soumise à une atteinte de l'article 8 CEDH, ni aucun autre lien de quelque sorte avec la Belgique, elle ne peut donc établir en quoi la Belgique aurait juridiction territoriale à son égard pour l'application de l'article 3 CEDH (Req. M.N. et autres c. Belgique n°3599/18 du 5 mars 2020, point 123 ; Aff. Abdul Wahab Khan c. Royaume-Uni ((déc.), no 11987/11, 28 janvier 2014)) ;

Considérant qu'il revient au demandeur d'apporter tous les documents et preuves permettant à l'administration de rendre son jugement en connaissance de la situation exacte de celui-ci au moment de l'introduction de la demande ; qu'en effet, le Conseil a déjà jugé que c'est à l'étranger revendiquant un titre de séjour qu'incombe la charge de la preuve et donc le devoir de produire de sa propre initiative toutes les informations et/ou pièces pertinentes de nature à fonder sa demande, ce qui implique qu'une demande doit être suffisamment précise et étayée, voire actualisée si nécessaire (cf. Conseil du contentieux des étrangers, arrêt n°230.108 du 12 décembre 2019 dans l'affaire 237.301/VII et arrêt n°226.827 du 30 septembre 2019 dans l'affaire 205.969/111 ; Conseil d'Etat, arrêt n°109.684, 7 août 2002) ;

Considérant enfin qu'aucun des documents produits par l'intéressée n'est en mesure d'invalidier les différents constats dressés ci-avant ;

Au regard des informations dont il dispose, le délégué du Ministre estime qu'il n'est pas justifié d'accorder à Madame [M. C.] l'autorisation de séjourner en Belgique à titre humanitaire en application de l'article 9 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ».

2. Exposé de la seconde branche du moyen d'annulation.

La partie requérante prend un moyen unique tiré de la violation de « l'article 9 de la loi du 15.12.1980 [...] ; des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 sur la motivation formelle des actes administratifs ; de l'article 3 et de l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme ; du principe de précaution et de minutie dans la motivation des actes de l'administration ; de l'erreur manifeste d'appréciation ».

Dans une deuxième branche, elle fait valoir que « la protection accordée par l'article 8 de la Convention s'étend aux personnes qui mènent une vie familiale effective comme cela est le cas en l'espèce ; Que l'acte de mariage établit à suffisance que la requérante est mariée et qu'elle doit mener une vie familiale et affective avec son époux qui se trouve en Belgique ; Que les liens unissant la requérante à ce dernier sont suffisamment effectifs et suivis pour que la requérante revendique la protection établie par l'article 8 de la Convention ; [...] Qu'il est clair que la vie privée et familiale de la partie requérante étant avérée ; qu'il n'est pas envisageable de la restreindre en obligeant l'épouse à rester éloignée de son mari surtout dans cette situation de faiblesse qui requiert sa présence ; Que la requérante est bien consciente que le droit au respect de la vie privée et familiale consacrée par la Convention n'est pas absolu, et que les Etats membres disposent de la possibilité de le restreindre ; que toutefois, la décision de refus de séjour humanitaire crée une situation de séparation qui n'est ni nécessaire ni souhaitable ; Qu'en effet, en vertu de l'alinéa 2 de l'article 8 de la CEDH, une telle ingérence n'est permise que pour autant qu'elle soit « prévue par la loi », quelle poursuive « un ou des buts légitimes » énumérés (protection de la sécurité nationale ou de la sûreté publique, défense de l'ordre, bien être économique du pays, protection de la santé et/ou de la morale, préventions des infractions pénales), et qu'elle soit « nécessaire dans une société démocratique », c'est-à-dire « justifiée par un besoin social impérieux et proportionnée au but légitime poursuivi » Qu'en vertu de cet article et des obligations de motivation visées au moyen, la partie adverse se devait d'indiquer le but poursuivi par cette ingérence, d'expliquer en quoi celle-ci est nécessaire dans une société démocratique, d'évaluer l'intérêt réciproque des intéressés à continuer leurs relations et de confronter le but légitime visé avec la gravité de l'atteinte au droit des intéressés au respect de leur vie familiale ; Que l'absence de motivation relative au lien de proportionnalité raisonnable entre un objectif qui aurait pu justifier l'adoption de l'acte attaqué et l'objet de la décision précitée par rapport au respect du droit au respect à la vie privée et familiale de la requérante viole les dispositions invoquées au moyen, en particulier l'article 8 de la CEDH. Que le Conseil de Céans a ensuite émis les considérations suivantes :

« Il s'impose de constater que ce faisant, la partie adverse ne manifeste pas avoir eu le souci de ménager un juste équilibre entre le but visé et la gravité de l'atteinte au droit de la requérante au respect de la vie privée et familiale. En effet, il ne ressort ni de la décision querellée ni du dossier administratif que la partie défenderesse a pris en considération l'ensemble des particularités du cas d'espèce dont, notamment, les intérêts en présence au regard de l'article 8 de la Convention précitée. Or, en l'occurrence, la partie défenderesse avait parfaitement connaissance des éléments de vie privée et familiale menée en Belgique par la requérante avec son époux (...). Dès lors, la partie défenderesse ne pouvait ignorer qu'il existait des indications sérieuses et avérées que la prise de l'acte attaqué puisse porter atteinte à un droit fondamental protégé par la disposition précitée, en telle sorte qu'il lui incombait, à tout le moins, de procéder à un examen attentif de la situation et de réaliser la mise en balance des intérêts en présence et que cet examen transparaît de la motivation de l'acte attaqué, voire du dossier administratif. La décision entreprise et le dossier administratif ne contenant aucune motivation spécifique à cet égard, le Conseil ne peut que considérer qu'il n'est pas en mesure d'exercer son contrôle de légalité sur cet aspect de l'acte attaqué, en telle sorte que le moyen doit être tenu pour fondé sur ce point ». [C.C.E., arrêt n°81 644 du 24 mai 2012]

Que le raisonnement de cet arrêt est applicable par analogie au cas d'espèce car la décision attaquée ne contient aucune motivation suffisante et pertinente quant à l'article 8 de la CEDH et quant à la prise en compte de la vie privée et familiale des requérants ; Qu'il ne peut être invoqué le fait de la radiation en Belgique en 2015 a créé une séparation ; qu'en effet pendant la période visée les deux époux ont maintenu leurs relations par des visites du mari, et ont pu se marier au Rwanda en mars 2020, pays de leur origine, comme il ressort de l'acte de mariage ; Que la requérante est considérée au Rwanda comme une personne fragile et ne disposant pas de moyens de survie (Pièce en annexe 12) ; que le refus de séjour est d'autant plus ressenti comme un abandon de son mari qui n'a en aucun cas une explication logique à lui donner ; Qu'en l'espèce, le mariage n'est pas mis en cause, que le droit à l'unité familiale existe et doit être respecté même s'il est établi que le mari de la requérante est également en situation financière difficile devant vivre de l'aide publique ; Que les éléments fournis à l'administration pour prouver la nécessité de l'unité familiale n'ont pas été considérés qu'il ne peut être reproché à la partie requérante de ne pas avoir produit les documents et les preuves nécessaires à établir sa situation de fragilité et celle de son mari ; Que les articles 8 de la CEDH lu (sic) en combinaison avec les articles

2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 ont été violés car la partie adverse n'a pas fourni de motivation adéquate quant à l'ingérence faite dans le droit au respect de la vie privée et familiale de la requérante ».

3. Discussion.

3.1. Le Conseil rappelle que lorsqu'un risque de violation du droit au respect de la vie privée et/ou familiale est invoqué, il examine d'abord s'il existe une vie privée et/ou familiale au sens de l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme (ci-après : CEDH), avant d'examiner s'il y est porté atteinte par l'acte attaqué.

Quant à l'appréciation de l'existence ou non d'une vie privée et/ou familiale, le Conseil doit se placer au moment où l'acte attaqué a été pris (cf. Cour EDH 13 février 2001, Ezzoudhi/France, § 25 ; Cour EDH 31 octobre 2002, Yildiz/Autriche, § 34 ; Cour EDH 15 juillet 2003, Mokrani/France, § 21). L'article 8 de la CEDH ne définit pas la notion de 'vie familiale' ni la notion de 'vie privée'. Les deux notions sont des notions autonomes, qui doivent être interprétées indépendamment du droit national. En ce qui concerne l'existence d'une vie familiale, il convient tout d'abord de vérifier s'il est question d'une famille. Ensuite, il doit apparaître, dans les faits, que le lien personnel entre les membres de cette famille est suffisamment étroit (cf. Cour EDH 12 juillet 2001, K. et T./ Finlande, § 150). La notion de 'vie privée' n'est pas non plus définie par l'article 8 de la CEDH. La Cour EDH souligne que la notion de 'vie privée' est un terme large et qu'il n'est pas possible ni nécessaire d'en donner une définition exhaustive (Cour EDH 16 décembre 1992, Niemietz/Allemagne, § 29). L'existence d'une vie familiale ou d'une vie privée, ou des deux, s'apprécie en fait.

Ensuite, le Conseil doit examiner s'il y a ingérence dans la vie familiale et/ou privée. A cet égard, il convient de vérifier si l'étranger a demandé l'admission pour la première fois ou s'il s'agit d'une décision mettant fin à un séjour acquis. S'il s'agit d'une première admission, comme en l'espèce, la Cour EDH considère qu'il n'y a pas d'ingérence et il n'est pas procédé à un examen sur la base du deuxième paragraphe de l'article 8 de la CEDH. Dans ce cas, la Cour EDH considère néanmoins qu'il convient d'examiner si l'Etat est tenu à une obligation positive pour permettre de maintenir et de développer la vie privée et/ou familiale (Cour EDH 28 novembre 1996, Ahmut/Pays-Bas, § 63; Cour EDH 31 janvier 2006, Rodrigues Da Silva et Hoogkamer/Pays-Bas, § 38). Cela s'effectue par une mise en balance des intérêts en présence. S'il ressort de cette mise en balance des intérêts que l'Etat est tenu par une telle obligation positive, il y a violation de l'article 8 de la CEDH (cf. Cour EDH 17 octobre 1986, Rees/Royaume-Uni, § 37).

Le Conseil rappelle qu'en matière d'immigration, la Cour européenne des droits de l'homme (ci-après : la Cour EDH) a indiqué, à diverses occasions, que la CEDH ne garantissait, comme tel, aucun droit pour un étranger d'entrer ou de résider sur le territoire d'un Etat dont il n'est pas ressortissant (Cour EDH 15 juillet 2003, Mokrani/France, § 23 ; Cour EDH 26 mars 1992, Beldjoudi/France, § 74 ; Cour EDH 18 février 1991, Moustaquim/Belgique, § 43). L'article 8 de la CEDH ne peut davantage s'interpréter comme comportant, pour un Etat, l'obligation générale de respecter le choix, par des étrangers, de leur pays de résidence commune et de permettre le regroupement familial sur le territoire de ce pays (Cour EDH 31 janvier 2006, Rodrigues Da Silva et Hoogkamer/Pays-Bas, § 39). En vertu d'un principe de droit international bien établi, il incombe en effet à l'Etat d'assurer l'ordre public, en particulier dans l'exercice de son droit de contrôler l'entrée et le séjour des non nationaux (Cour EDH 12 octobre 2006, Mubilanzila Mayeka et Kaniki Mitunga/Belgique, § 81 ; Cour EDH 18 février 1991, Moustaquim/Belgique, § 43 ; Cour EDH 28 mai 1985, Abdulaziz, Cabales et Balkandali/Royaume-Uni, § 67). L'Etat est dès lors habilité à fixer des conditions à cet effet.

Compte tenu du fait que les exigences de l'article 8 de la CEDH, tout comme celles des autres dispositions de la Convention, sont de l'ordre de la garantie et non du simple bon vouloir ou de l'arrangement pratique (Cour EDH 5 février 2002, Conka / Belgique, § 83), d'une part, et du fait que cet article prévaut sur les dispositions de la loi du 15 décembre 1980 (C.E. 22 décembre 2010, n° 210.029), d'autre part, il revient à l'autorité administrative de se livrer, avant de prendre sa décision, à un examen aussi rigoureux que possible de la cause, en fonction des circonstances dont elle a ou devrait avoir connaissance.

Lorsque la partie requérante allègue une violation de l'article 8 de la CEDH, il lui appartient en premier lieu d'établir, de manière suffisamment précise compte tenu des circonstances de la cause, l'existence de la vie privée et familiale qu'elle invoque, ainsi que la manière dont la décision attaquée y a porté atteinte.

3.2. En l'espèce, le Conseil rappelle qu'il ressort de la jurisprudence de la Cour EDH que le lien familial entre des conjoints ainsi qu'entre un parent et son enfant mineur est présumé (cf. Cour EDH, 21 juillet 1988, Berrehab/Pays Bas, § 21 ; Cour EDH, 28 novembre 1996, Ahmut/Pays Bas, § 60).

En l'occurrence, le Conseil constate qu'il ressort de la décision attaquée que la partie défenderesse avait connaissance du mariage de la requérante avec un ressortissant belge lorsqu'elle a pris la décision querellée et qu'elle n'a pas contesté l'existence de cette union.

Or, le Conseil constate que la partie défenderesse a examiné l'existence d'une vie familiale entre la requérante et son époux à l'aune de la jurisprudence de la Cour EDH relative à l'existence d'une vie familiale entre adultes, selon laquelle il n'y a pas de vie familiale, au sens de l'article 8 de la CEDH, sans que soit démontrée l'existence d'éléments supplémentaires de dépendance, autres que les liens affectifs normaux (arrêt Mokrani c. France du 15 juillet 2003). Or, cette jurisprudence ne s'applique pas à l'examen de l'existence d'une vie familiale entre des époux. L'analyse réalisée par la partie défenderesse dans l'acte querellé est dès lors erronée et il ne peut être considéré que la partie défenderesse aurait, par cette motivation, valablement renversé la présomption d'existence d'une vie familiale entre la requérante et son époux. La motivation de la décision attaquée est à cet égard inadéquate.

3.3. La seconde branche du moyen est, dans cette mesure, fondée et suffit à justifier l'annulation de la décision litigieuse. Il n'y a pas lieu d'examiner les autres développements de la requête qui, à les supposer fondés, ne pourraient entraîner une annulation aux effets plus étendus.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article unique

La décision de refus de visa, prise le 3 mai 2021, est annulée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le dix-neuf janvier deux mille vingt-deux par :

M. J.-C. WERENNE, président f.f., juge au contentieux des étrangers,

M. A. IGREK, greffier.

Le greffier,

Le président,

A. IGREK

J.-C. WERENNE